



Tour Exaltis  
61, rue Henri Regnault  
92075 Paris La Défense Cedex

## Fédération Handicap International

### Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Mazars

Société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes à directoire et conseil de surveillance  
Capital de 8 320 000 euros - RCS Nanterre 784 824 153

## Fédération Handicap International

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

N° SIREN : 519 655 997

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'Assemblée générale de la Fédération Handicap International,

## Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Fédération Handicap International relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## Fondement de l'opinion

### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

## Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 11 de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode relatif à la présentation dans l'annexe des comptes annuels d'un état séparé des avantages et ressources provenant de l'étranger.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- Note 9.3 à 9.5 de l'annexe. Ces notes exposent les modalités et hypothèses retenues pour l'élaboration du compte de résultat par origine et par destination (CROD) et du compte d'emploi annuel des ressources (CER).

Nous avons vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du CROD et du CER font l'objet d'une information appropriée, sont conformes aux dispositions du règlement ANC n° 2018-06 modifié par le règlement ANC 2020-08 et ont été correctement appliquées

- Nous nous sommes également assurés de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances

ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Mazars

Paris-La Défense et Lyon, le 28 mai 2024

Jérôme EUSTACHE

Associé

Paul-Armel JUNNE

Associé



# RAPPORT DES COMPTES ANNUELS 2023

## FEDERATION HANDICAP INTERNATIONAL

COMPTES ANNUELS AU 31/12/2023

## BILAN ACTIF

BILAN ACTIF (en milliers d'euros)		Exercice 31/12/2023			Exercice 31/12/2022
		Brut	Amortissements et dépréciation (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>Immobilisations Incorporelles</b>	<b>5.068</b>	<b>1.999</b>	<b>3.069</b>	<b>2.670</b>
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels	4.025	1.999	2.026	1.850
	Immobilisations incorporelles en cours	1.043	-	1.043	820
	<b>Immobilisations Corporelles</b>	<b>21.497</b>	<b>12.074</b>	<b>9.423</b>	<b>9.624</b>
	Terrains	1.401	-	1.401	1.400
	Constructions	6.730	3.107	3.622	3.945
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	2.067	1.498	569	388
	Autres immobilisations corporelles	11.162	7.468	3.694	3.214
	Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	37
	Avances et acomptes	137	-	137	641
	<b>Immobilisations financières</b>	<b>1.663</b>	<b>-</b>	<b>1.663</b>	<b>1.575</b>
	Participation et créances rattachées	4	-	4	4
	Autres titres immobilisés	522	-	522	522
	Autres immobilisations financières	1.136	-	1.136	1.049
ACTIF CIRCULANT	<b>Total I</b>	<b>28.227</b>	<b>14.072</b>	<b>14.155</b>	<b>13.869</b>
	Stocks et en-cours	108	-	108	474
	Avances et acomptes versés sur commande	37	-	37	108
	Créances Bailleurs de fonds	98.760	-	98.760	108.649
	Créances groupe	14.304	-	14.304	13.315
	Autres créances	11.061	936	10.125	12.615
	Avances missions	12.649	-	12.649	13.444
	Valeurs mobilières de placement	12.372	-	12.372	157
	Disponibilités	27.316	-	27.316	26.967
	Charges constatées d'avance	1.151	-	1.151	914
	<b>Total II</b>	<b>177.757</b>	<b>936</b>	<b>176.821</b>	<b>176.644</b>
	Ecarts de conversion actif (III)	930	-	930	2.662
	<b>TOTAL GENERAL (I+II+III)</b>	<b>206.914</b>	<b>15.008</b>	<b>191.906</b>	<b>193.175</b>

## BILAN PASSIF

BILAN PASSIF (en milliers d'euros)		Exercice 31/12/2023	Exercice 31/12/2022
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise	12.876	12.876
	Fonds propres statutaires	12.876	12.876
	Fonds propres avec droit de reprise	3.221	3.221
	Fonds propres statutaires	3.221	3.221
	Réserves	29.713	20.762
	Réserves pour projet de l'entité	8.430	8.430
	Autres	12.332	11.621
	Excédent ou déficit de l'exercice	8.951	711
	Situation nette (sous total)	2.105	1.385
	Subventions d'investissement	2.105	1.385
	<b>Total I</b>	<b>47.915</b>	<b>38.244</b>
FONDS DEDIES	Fonds dédiés	2.566	3.312
	<b>Total II</b>	<b>2.566</b>	<b>3.312</b>
PROVISIONS	Provisions pour risques	2.695	5.283
	Provisions pour charges	1.643	1.656
	<b>Total III</b>	<b>4.338</b>	<b>6.939</b>
DETTES	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-	350
	Emprunts et dettes financières diverses	31	31
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1.439	1.732
	Dettes fiscales et sociales	13.977	11.192
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-
	Dettes bailleurs de fonds	4.110	4.080
	Dettes groupe	2.589	2.544
	Autres dettes	10.122	12.085
	Produits constatés d'avance	104.611	109.450
	<b>Total IV</b>	<b>136.878</b>	<b>141.462</b>
	Ecart de conversion Passif (V)	209	3.218
	<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>191.906</b>	<b>193.175</b>



## COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT (en milliers d'euros)		Exercice 31/12/2023	Exercice 31/12/2022
#PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	-	-
	Ventes de biens et services :	-	-
	• Ventes de biens	-	-
	dont ventes de dons en nature	-	-
	• Ventes de prestations de services	454	2.163
	dont parrainages	-	-
	Produits de tiers financeurs :	-	-
	• Concours publics et subventions d'exploitation	33	20
	• Versements financements organismes publics nationaux	115.132	109.442
	• Versements financements organismes publics internationaux	57.638	58.853
	• Versements financements organismes nationaux privés	6.738	6.783
	• Ressources liées à la générosité du public	-	-
	Dons manuels	-	-
	• Contributions financières	-	-
	Contributions financières d'autres organismes	331	721
	Quotes-parts de générosité reçues	44.142	45.267
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	4.426	1.331
	Utilisations des fonds dédiés	1.411	382
	Production stockée	(225)	(27)
	Production immobilisée	165	295
	Autres produits	3.588	1.435
<b>Total I</b>		<b>233.833</b>	<b>226.664</b>
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de matières premières, marchandises et autres approvisionnements	-	-
	Variation de stocks	-	-
	Autres achats et charges externes	60.616	61.031
	Aides financières versées par l'entité	55.385	56.071
	Impôts, taxes et versements assimilés	2.502	5.468
	Salaires et traitements	82.892	74.921
	Charges sociales	18.162	16.690
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1.969	2.850
	Dotations aux provisions	1.644	4.839
	Reports en fonds dédiés	664	2.982
	Autres charges	495	735
	<b>Total II</b>	<b>224.330</b>	<b>225.588</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>		<b>9.503</b>	<b>1.076</b>

## COMPTE DE RESULTAT (SUITE)

COMPTE DE RESULTAT (en milliers d'euros)		Exercice 31/12/2023	Exercice 31/12/2022
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations	-	-
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	-	-
	Autres intérêts et produits assimilés	1.108	41
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	-	-
	Différences positives de change	422	1.018
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
	<b>Total III</b>	<b>1.531</b>	<b>1.059</b>
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-	-
	Intérêts et charges assimilées	10	29
	Différences négatives de change	1.787	1.615
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
	<b>Total IV</b>	<b>1.797</b>	<b>1.645</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>		<b>(266)</b>	<b>(586)</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>		<b>9.237</b>	<b>490</b>
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	34	39
	Produits exceptionnels sur opérations en capital	58	791
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	-	-
	<b>Total V</b>	<b>92</b>	<b>829</b>
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	111	554
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital	16	54
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-	-
	<b>Total VI</b>	<b>127</b>	<b>608</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>		<b>(36)</b>	<b>221</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		-	-
Impôts sur les bénéfices (VII)		251	-
<b>TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)</b>		<b>235.456</b>	<b>228.552</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)</b>		<b>226.505</b>	<b>227.841</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>		<b>8.951</b>	<b>711</b>

## CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

(en milliers d'euros)	Exercice 31/12/2023	Exercice 31/12/2022
Dons en nature	342	22
Prestations en nature	-	127
Bénévolat	15	-
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>357</b>	<b>150</b>
Secours en nature	133	-
Mise à disposition gratuite de biens	-	18
Prestation en nature	209	132
Personnel bénévole	15	-
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>357</b>	<b>150</b>

## ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

<b>BILAN ACTIF .....</b>	<b>2</b>
<b>BILAN PASSIF .....</b>	<b>3</b>
<b>COMPTE DE RESULTAT .....</b>	<b>4</b>
<b>COMPTE DE RESULTAT (SUITE).....</b>	<b>5</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE .....</b>	<b>6</b>
<b>1. PRÉSENTATION DU RESEAU HI .....</b>	<b>8</b>
<b>2. FAITS SIGNIFICATIFS .....</b>	<b>12</b>
2.1. FAITS SIGNIFICATIFS DE L'ACTIVITE DE L'EXERCICE .....	12
2.2. FAITS SIGNIFICATIFS COMPTABLES DE L'EXERCICE.....	13
2.3. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE LA CLOTURE.....	13
<b>3. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES .....</b>	<b>13</b>
3.1. PERIMETRE ET METHODE COMPTABLE .....	13
3.2. METHODE COMPTABLE DES FINANCEMENTS INSTITUTIONNELS.....	14
<b>4. COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AUX POSTES DU BILAN – ACTIF .....</b>	<b>15</b>
4.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET AMORTISSEMENTS .....	15
4.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET AMORTISSEMENTS.....	15
4.3. IMMOBILISATIONS FINANCIERES .....	17
4.4. STOCKS .....	18
4.5. CREANCES .....	19
4.6. DISPONIBILITES .....	21
4.7. ECARTS DE CONVERSION.....	21
<b>5. COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AUX POSTES DU BILAN – PASSIF .....</b>	<b>22</b>
5.1. FONDS PROPRES .....	22
5.2. FONDS DEDIES .....	24
5.3. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES .....	25
5.4. ÉCHEANCE DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE.....	26
<b>6. COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT .....</b>	<b>28</b>
6.1. DETAIL DES PRODUITS D'EXPLOITATION.....	28
6.2. DETAIL DES CHARGES D'EXPLOITATION.....	28
6.3. RESULTAT FINANCIER .....	29
6.4. ELEMENTS CONCERNANT LE RESEAU FEDERAL.....	29
<b>7. ENGAGEMENTS HORS BILAN.....</b>	<b>29</b>
7.1. ENGAGEMENTS DONNES POUR INDEMNITÉS DE DÉPART À LA RETRAITE .....	29
7.2. ENGAGEMENTS DONNES POUR PASSIFS SOCIAUX LATENTS.....	30
7.3. ENGAGEMENTS RECUS .....	30
7.4. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	30
<b>8. AUTRES INFORMATIONS.....</b>	<b>30</b>
8.1. VALORISATION DU BÉNÉVOLAT ET DES CONTRIBUTIONS EN NATURE .....	30
8.2. RÉGIME FISCAL.....	31
8.3. INSTITUT HI.....	31
8.4. VENTILATION DE L'EFFECTIF SALARIE DE L'ASSOCIATION.....	33
8.5. REMUNERATIONS VERSEES AUX ORGANES DE DIRECTION.....	33
<b>9. COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES, COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION ET AUTRES INFORMATIONS FINANCIERES.....</b>	<b>34</b>
9.1. TABLEAU CROD – COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION.....	34
9.2. TABLEAU CER – COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC.....	36
9.3. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES DU CROD ET DU CER.....	37
9.4. CONTENU DES RUBRIQUES DES EMPLOIS.....	37
9.5. LES RESSOURCES.....	40
9.6. LE SUIVI DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC PAR LES ASSOCIATIONS NATIONALES ET TRANSFEREES A LA FEDERATION.....	41
9.7. VALORISATIONS DES APORTS EN NATURE ET GRATUITES .....	42
<b>10. DETAIL DES FINANCEMENTS BAILLEURS .....</b>	<b>43</b>
<b>11. ETAT SEPRE DES AVANTAGES ET DES RESSOURCES PROVENANT DE L'ETRANGER POUR L'EXERCICE 2023.....</b>	<b>45</b>

## 1. PRÉSENTATION DU RESEAU HI

### Une mission de solidarité internationale

Handicap International est une organisation de solidarité internationale indépendante et impartiale, qui intervient dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et des populations vulnérables, elle agit et témoigne, pour répondre à leurs besoins essentiels, améliorer leurs conditions de vie et promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Handicap International est colauréat du prix Nobel de la paix, en 1997, pour son action au sein de la Campagne internationale pour interdire les mines antipersonnel. Depuis 1999, l'organisation dispose du statut consultatif spécial auprès des Nations Unies.

En 2008, le prix Nansen salue le travail des démineurs réalisé dans les projets d'action contre les mines au Sud-Liban.

En 2011, le prix humanitaire Conrad N. Hilton est décerné à l'association pour l'ensemble de son engagement auprès des personnes handicapées vivant dans des situations de pauvreté, d'exclusion, de conflits ou des catastrophes naturelles.

A l'occasion de ses 35 ans, le mouvement mondial Handicap International a changé de nom pour devenir Humanité & Inclusion. Ce nouveau nom est basé sur l'affirmation d'une valeur centrale pour notre organisation, la valeur d'humanité. Il exprime également l'ambition qui motive nos actions depuis quarante ans : l'inclusion des personnes handicapées et des populations vulnérables, trop souvent laissées pour compte.

### Notre objet statutaire

« Aider des personnes en situation de déficience ou de handicap quelles qu'en soient la nature et la cause, sur le territoire national et dans toutes les régions du globe. Il entre également dans l'objet de l'association de mettre en œuvre toute action de prévention des situations de handicap dans des domaines médicaux, scientifiques, sociaux, techniques et juridiques.

L'association pourra décider d'accorder son soutien humain, matériel et financier à d'autres expériences associatives, qu'elles soient françaises ou étrangères, dont l'activité permettrait la mise en œuvre d'actions communes pouvant aboutir à la réalisation de programmes pluridisciplinaires.

Enfin, l'association pourra rendre compte ou rendre publique toute situation qui serait contraire aux Droits de l'Homme. Elle pourra également s'associer à toute initiative semblable émanant d'un autre organisme ».

### Notre vision

Indignés face à l'injustice que vivent les personnes handicapées et les populations vulnérables, nous aspirons à un monde solidaire et inclusif, où toutes les différences nous enrichissent et où chacun peut « vivre debout ».

### Notre mission

HI est une organisation de solidarité internationale indépendante et impartiale, qui intervient dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et des populations vulnérables, elle agit et témoigne, pour répondre à leurs besoins essentiels, améliorer leurs conditions de vie et promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

**Notre mode d'intervention**

Elle intervient aussi bien dans des contextes d'urgence, de post-urgence, de reconstruction, que de développement. Dès que cela est possible, HI travaille en partenariat avec les associations locales et les autorités du pays dans lequel elle intervient.

**Les bénéficiaires**

Dans 59 pays, HI agit auprès des populations exposées aux risques de maladies, de violences ou d'accidents invalidants, auprès des populations vulnérables et en particulier les personnes handicapées et les personnes vivant avec des maladies chroniques invalidantes, auprès des populations réfugiées ou sinistrées et auprès des populations exposées au danger des armes, munitions et engins explosifs.

**Nos valeurs****Humanité**

La valeur d'humanité est le socle de notre action de solidarité. Nous considérons chaque personne, sans discrimination et reconnaissons à chacun sa dignité. Notre action est empreinte de respect, de bienveillance et d'humilité.

**Inclusion**

Nous promovons l'inclusion de chacun dans la société et la participation de tous, dans le respect de la diversité, de l'équité et des choix de chacun. Nous reconnaissons la différence comme une richesse.

**Engagement**

Nous nous engageons avec détermination, enthousiasme et audace, à développer des réponses adaptées, pragmatiques et innovantes. Nous agissons et mobilisons autour de nous pour combattre les injustices.

**Intégrité**

Nous agissons de manière indépendante, professionnelle, désintéressée et transparente.

**Le fonctionnement du réseau fédéral**

Créé en 2009, il regroupe la Fédération, huit Associations Nationales. L'Institut HI créé en 2015 a intégré ce réseau HI. Un bureau en Autriche créé en 2019 a également intégré ce réseau HI.

Sa structuration sous forme de Fédération et d'associations nationales, unique dans la sphère humanitaire, lui permet de réaffirmer sa capacité à mobiliser des moyens humains et financiers pour une cause collective : la lutte contre les injustices faites aux populations les plus vulnérables.

La Fédération HI assure la cohésion du réseau, la cohérence d'action et la stratégie globale et porte la mise en œuvre des missions sociales communes au réseau fédéral.

Les Associations Nationales membres du réseau sont : France (1982, association fondatrice), Belgique (1986), Suisse (1996), Luxembourg (1997), Allemagne (1998), Royaume-Uni (1999), Canada (2003), Etats-Unis (2006) et Autriche (2019).

Chaque association membre est représentée au sein de l'Assemblée Générale de la Fédération HI, qui élit le Conseil d'Administration fédéral. L'association française, en tant que membre fondateur, occupe une place prépondérante dans la gouvernance de la Fédération.

Des règles de fonctionnement au sein du réseau fédéral HI ont été définies concernant les modalités de collaboration et de gestion financière. Ces règles encadrent l'affectation des ressources financières collectées par les associations nationales (dons, financement publiques et privés, etc.) et la mise en œuvre des projets opérationnels qu'elles financent.

### **Nos missions sociales / les missions de la Fédération HI et des associations membres du réseau :**

#### **La Fédération Handicap International poursuit une double mission :**

##### **Une mission de solidarité internationale**

L'action de la Fédération HI s'adresse, sur tous les territoires :

- Aux populations exposées aux risques de maladies, de violences ou d'accidents invalidants ;
- Aux populations vulnérables et en particulier les personnes handicapées et les personnes vivant avec des maladies chroniques invalidantes ;
- Aux populations réfugiées et aux populations sinistrées ou déplacées par les crises, les conflits et les catastrophes, et en leur sein les personnes particulièrement vulnérables, les blessés et les personnes handicapées ;
- Aux populations exposées au danger des armes, munitions et engins explosifs dans les conflits armés ou dans leurs suites.

Le but des actions de la Fédération HI est :

- D'améliorer rapidement et durablement les conditions de vie des personnes, des communautés et des populations, en visant le niveau de bien-être le plus élevé possible ;
- Dans les crises, de préserver la vie, l'intégrité et la dignité des victimes et des personnes affectées, par des secours et des solutions adaptées.

La mission de la Fédération HI se réalise :

- En agissant directement auprès des populations concernées, et en leur sein, auprès des groupes vulnérables et des personnes handicapées ;
- En coordonnant nos activités, en établissant des partenariats ou en apportant un soutien à d'autres opérateurs ;
- En assumant, vis à vis des personnes bénéficiant de nos actions, des institutions nationales et internationales, des organismes professionnels comme de l'opinion publique, notre rôle d'organisation non-gouvernementale, non confessionnelle, sans affiliation politique et à but non lucratif ;
- En influant sur le comportement et la politique des acteurs et des institutions, par le dialogue, la diffusion des principes et préconisations de Handicap International, la référence aux instruments conventionnels pertinents relatifs aux Droits de l'Homme et au Droit International Humanitaire.
- En réalisant, à titre accessoire, des prestations de services à destination des organisations et personnes de toutes nature, intéressées par les expertises que la Fédération a développées dans ses domaines de compétences précitées.

#### **La Fédération HI a également pour mission la Gestion et de coordination du Réseau Fédéral HI**

La Fédération incame au niveau supranational le réseau fédéral qu'elle forme avec ses associations membres (le « Réseau Fédéral »). Elle a autorité et responsabilité pour :

- Garantir la prééminence de l'intérêt général et global de la mission d'Handicap International sur l'intérêt de chacune de ses associations membres et des enjeux nationaux qui pourraient leur être afférents ;
- Arrêter la stratégie pluriannuelle du Réseau Fédéral ;
- Contrôler la déclinaison nationale de la stratégie pluriannuelle par ses différentes associations membres ;
- Définir les politiques et règles de fonctionnement qui s'imposent à l'ensemble du réseau et contrôler leur respect par ses associations membres ;

- Décider et conduire, de manière exclusive, l'activité opérationnelle des projets de solidarité internationale pour le compte de ses associations membres ;
- Mettre en œuvre le plaidoyer et l'action politique du réseau à l'échelon internationale et dans les pays où elle n'a pas d'association membre, et assurer la cohérence des actions de plaidoyer réalisées à l'échelle nationale par ses associations membres ;
- Développer le Réseau Fédéral par la création ou l'intégration de nouvelles associations membres de la Fédération ;
- Créer toute entité nouvelle destinée à promouvoir les intérêts du Réseau Fédéral.

#### **Les Missions des associations membres :**

Les Associations Nationales représentent HI dans leur pays d'implantation et participent à la réalisation des objectifs du réseau fédéral HI. Elles mobilisent des ressources financières, techniques et humaines au bénéfice des programmes mis en œuvre par la Fédération, contribuent au développement de l'image et de la notoriété de HI au travers d'actions de communication et de sensibilisation auprès du grand public, et portent les valeurs et les prises de position du réseau fédéral HI.

#### **Les moyens mis en œuvre**

Pour répondre à ses objectifs et réaliser son objet social, l'association se dote des moyens d'actions suivants, désignés selon le but poursuivi, notamment par :

- Le développement et la gestion de programmes et d'actions ;
- La mise en œuvre d'actions dans les différents registres : prévention ou gestion des risques, de développement des aptitudes personnelles et d'adaptation des facteurs environnementaux, selon des modalités méthodologiques actualisées et adaptées aux contextes ;
- L'accompagnement des personnes, des associations et communautés, l'appui aux systèmes et aux services techniques et administratifs des pays d'intervention ;
- La contribution à l'orientation des politiques nationales et internationales, en relation avec les champs de compétence et d'activités ;
- La sensibilisation, l'information et la mobilisation de l'opinion publique, au niveau national et international ;
- La mobilisation de ressources financières institutionnelles ou d'origine privée, ainsi que des contributions financières des associations membres pour la réalisation de ses activités et de son fonctionnement ;
- Le recrutement et la formation de personnel de la Fédération, volontaires, salariés ou consultants, afin de mettre en œuvre les actions relevant de sa mission ;
- La coopération avec toute association, tout organisme, administration, collectif ou plateforme dont les objectifs rejoignent, de manière ponctuelle ou permanente, ceux de Handicap International ;
- La participation ou l'organisation de manifestations professionnelles, institutionnelles, ou culturelles relevant de ses champs de compétence et d'action ; et
- La mise en œuvre de projets de recherche, d'évaluation, d'information et de diffusion tournés vers les secteurs professionnels, institutionnels ou vers le grand public.

Pour la gestion et la coordination du Réseau Fédéral, la Fédération poursuivra ses objectifs, notamment par :

- La réunion régulière des membres des organes collégiaux de la Fédération et des dirigeants de ses associations membres ;
- L'animation du Réseau Fédéral en vue de la cohérence des actions menées par ses associations membres et de la cohésion du Réseau Fédéral ;
- La validation du budget annuel et du plan de développement pluriannuel de chacune de ses associations membres ;
- La gestion du budget consolidé du Réseau Fédéral ;



- La vision consolidée permanente et le pilotage de la gestion des trésoreries disponibles dans toutes les entités du Réseau Fédéral ;
- Le pilotage de la gestion des fonds disponibles dans toutes les entités du Réseau Fédéral : des réserves sont immobilisées et gérées, selon des règles communes, fixées par le conseil d'administration fédéral ; elles permettent à chaque association nationale, ainsi qu'à la Fédération, de faire face à ses obligations contractuelles et légales ; la gestion de l'ensemble des réserves excédentaires est pilotée par le conseil d'administration fédéral,
- L'arbitrage des éventuels désaccords au sein du Réseau Fédéral ; et
- La fourniture de tous types de services à caractère administratif à ses associations membres ;

## 2. FAITS SIGNIFICATIFS

### 2.1. FAITS SIGNIFICATIFS DE L'ACTIVITE DE L'EXERCICE

2023 aura été l'année d'une incroyable recrudescence de conflits majeurs dans le monde et de la multiplication des catastrophes climatiques qui furent autant de défis auxquels nous avons dû **Faire Face** !

#### Faire Face en s'adaptant sur le terrain :

Dans ce contexte de plus en plus complexe, grâce à ses donateurs, Handicap International a pu **Faire Face** à ses engagements sur un niveau historique de réponses apportées aux différentes crises : Ukraine, Afghanistan, Gaza, Maroc, Myanmar, Yémen... Notre organisation a ainsi pu intervenir dans 13 crises en urgence, grâce notamment à une réponse apportée par nos équipes déjà présentes sur place. La montée en puissance de notre personnel local et la décision d'opérer une décentralisation des décisions d'intervention illustre l'adaptation constante de notre organisation à l'évolution du monde.

#### Faire Face en remontant aux causes :

Pour tenter de réduire l'augmentation toujours plus forte des besoins humanitaires, il faut **Faire Face** en agissant aussi sur les causes. Et c'est ce que notre organisation fait depuis des années par ses actions de plaidoyer, contre les mines anti-personnel, les bombes à sous-munitions, et le bombardement des civils, mais aussi dans de multiples contextes d'intervention : nous intervenons en prévention sur la réduction de la violence armée, en préparation aux risques sismiques et climatiques, en santé maternelle et infantile...

#### Faire Face en ne lâchant rien de nos engagements :

Un constat dramatique : 2023 aura été l'année d'un recul inédit du Droit international humanitaire auquel nous avons dû **Faire Face**. Nous ne pouvons pas parler de cette année sans évoquer les attaques du Hamas en Israël le 7 octobre, et l'offensive israélienne en retour contre la bande de Gaza. Dans ce contexte polarisé, polémique et instrumentalisé, nous n'avons cessé de trouver des solutions opérationnelles pour subvenir aux besoins les plus importants, sans renoncer à notre plaidoyer : dénoncer toutes les attaques contre des civils, les prises d'otages, comme les bombardements en zones densément peuplées et la situation effrayante des populations prises pour cible et luttant pour la survie. Nous avons pour boussole notre éthique opérationnelle, qui conjugue notre volonté d'agir et le respect des principes fondamentaux de l'action humanitaire que sont la neutralité et l'impartialité. Face à des difficultés inédites, nous continuons à faire entrer des camions d'aide humanitaire et nous avons triplé nos effectifs alors que la guerre faisait rage... Sur le plan du plaidoyer, nous avons contribué à faire évoluer les gouvernements occidentaux vers un appel au cessez-le-feu, avec des prises de parole incessantes : près de 40 déclarations signées au moment où nous écrivons ces lignes.

### Faire Face en maîtrisant notre croissance :

La multiplication des crises dans nos pays d'intervention continue de nous mobiliser et conduit à une activité historiquement élevée. Le volume des programmes est en effet passé de 176 M€ en 2022 à 180 M€ en 2023. Dans ce contexte, nous avons **Fait Face** avec une gestion assurant une situation économique saine pour notre organisation.

### Faire face grâce à vous :

Votre fidélité alliée à la détermination et au professionnalisme de nos équipes nous ont permis de **Faire Face** devant des défis qui paraissaient insurmontables. Tout seuls, nous ne sommes pas en mesure de faire face, la solution vient de la mobilisation de la société civile dont nous faisons plus que jamais partie, dans le respect du droit international humanitaire.

## 2.2. FAITS SIGNIFICATIFS COMPTABLES DE L'EXERCICE

Rien à signaler.

## 2.3. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE LA CLOTURE

Rien à signaler.

## 3. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

### 3.1. PERIMETRE ET METHODE COMPTABLE

Les comptes annuels de l'exercice de la Fédération Handicap International avec son établissement belge (COB) ont été établis selon la méthode suivante :

- Cumul des comptes sociaux des 2 entités
- Elimination des opérations réciproques
- Homogénéisation des retraitements comptables selon le PCG appliqué dans les comptes de la Fédération Handicap International

Les comptes annuels de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables suivantes, dans le respect du principe de prudence et de l'indépendance des exercices, et en presumant de la continuité de l'exploitation :

- Règlement comptable ANC 2014-03 relatif au plan comptable général (art 833-1 à 833-2) sous réserve des dispositions particulières figurant dans les règlements ANC n°2022-04 modifiant les règlements ANC n°2018-06 et n°2020-08.
- La cohérence et la comparabilité des informations comptables au cours des périodes successives reposent sur la permanence des méthodes comptables (méthode d'évaluation et de comptabilisation, méthodes de présentations des comptes, conformément à l'article 121-5 du règlement comptable de l'ANC n°2014-03 ;

- Changement de méthode comptable : en l'application du règlement 2022-04, la présentation de l'état séparé des avantages et ressources provenant de l'étranger dans l'annexe des comptes annuels à compter de 2023 constitue un changement de méthode résultant d'un changement de réglementation comptable.
- Les comptes sont exprimés en milliers d'euros.

### 3.2. METHODE COMPTABLE DES FINANCEMENTS INSTITUTIONNELS

Ce sont des subventions attribuées par des bailleurs institutionnels d'origine publique et privée et destinées à financer principalement la mise en œuvre des missions sociales. Un accord de financement est établi entre l'association et le bailleur de fonds, qui définit la période de référence (inférieure, égale ou supérieure à un an), les activités financées et les obligations de justification des dépenses engagées dans la réalisation de ces activités.

La part du financement à comptabiliser en produits de l'exercice est déterminée :

- Soit, par le rapport financier lorsque celui-ci est réalisé avant la clôture des comptes. Dans ce cas, la somme à affecter en produits correspond aux dépenses effectivement justifiées,
- Soit, par une évaluation des dépenses engagées dans la période de référence du contrat, lorsque le rapport financier n'a pas été établi avant la clôture des comptes.

Etant donné les délais d'instruction relativement longs de certaines demandes de financement, il arrive que, tout en ayant une confirmation de l'octroi du financement, elle ne soit pas matérialisée par une confirmation écrite (signature du contrat de financement ou décision d'accord établie par le bailleur des fonds). Dans ce cas, le financement est constaté en produits à recevoir, mais une provision pour risques à la même hauteur, est comptabilisée en charges de l'exercice.

Deux schémas comptables sont applicables pour la comptabilisation des financements institutionnels.

#### ➤ **Cas des financements pour lesquels la Fédération HI est signataire :**

Dès lors qu'un contrat de subvention est signé par la Fédération HI, la totalité de cette subvention est comptabilisée en produit, avec constatation en contrepartie d'une créance vis-à-vis du bailleur à l'actif du bilan.

A la clôture des comptes, le produit est ajusté aux dépenses réalisées sur l'exercice : la fraction de la subvention rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice dans un compte "Produits constatés d'avance bailleurs de fonds". La créance vis-à-vis du bailleur est quant à elle ajustée au cours de l'exercice sur la base des versements du bailleur.

#### ➤ **Cas des financements pour lesquels les Associations Nationales du réseau HI sont signataires :**

Sachant que la mise en œuvre est effectuée par la Fédération HI, la part du financement à comptabiliser en produits de l'exercice est déterminée par les dépenses engagées par la Fédération HI. La totalité de la subvention est comptabilisée quant à elle au sein des associations nationales.

## 4. COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AUX POSTES DU BILAN – ACTIF

### 4.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET AMORTISSEMENTS

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production et sont amorties linéairement selon les durées suivantes :

- Pour les achats de logiciels classiques et licences pour une durée entre 1 et 3 ans
- Pour les développements de logiciels pour une durée entre 4 et 10 ans.

Tableau de variation des immobilisations incorporelles

RUBRIQUES (en milliers d'euros)	DEBUT D'EXERCICE	ACQUISITION	VIREMENT	CESSION	FIN D'EXERCICE
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels	3.496	30	499	-	4.025
Immobilisations incorporelles en cours	820	723	(499)	-	1.043
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>4.316</b>	<b>752</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5.068</b>

Les immobilisations incorporelles sont principalement composées de licences, de développement de logiciels et de nos noms de domaine « Hi.org » et « Hi.fr ».

Les immobilisations incorporelles en cours sont principalement liées à 4 projets en cours sur la mise en place de Systèmes d'Information (SI gestion des donateurs, SI Log, SI financements institutionnels, SI budgétaire) qui se composent de plusieurs lots et dont certains lots n'ont pas été encore activés cette année.

#### 4.1.1. Tableau de variation des amortissements

RUBRIQUES (en milliers d'euros)	DEBUT D'EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES	FIN D'EXERCICE
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels	1.646	352		1.999
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1.646</b>	<b>352</b>		<b>1.999</b>

### 4.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET AMORTISSEMENTS

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais d'accessoires) ou à leur valeur vénale lorsque ces biens sont donnés gratuitement à l'association et sont amorties linéairement selon les durées suivantes :

- Construction 6 à 40 ans
- Installations et agencements 2 à 20 ans



- |   |            |
|---|------------|
| ➤ Installations techniques, matériels et outillages | 3 à 5 ans  |
| ➤ Matériel de transport                             | 3 à 5 ans  |
| ➤ Matériel de bureau, audiovisuel et informatique   | 3 à 7 ans  |
| ➤ Mobilier et matériel électroménager               | 4 à 10 ans |

Les investissements réalisés sur nos programmes sont uniquement les catégories suivantes avec un montant minimum de 1.500 euros. Ils sont amortis linéairement selon les durées suivantes :

- |  |       |
|--|-------|
| ➤ Générateurs, groupes électrogènes, panneaux solaires     | 3 ans |
| ➤ Equipements de transport (voiture, ambulance, camion...) | 4 ans |
| ➤ Serveurs   | 3 ans |
| ➤ Photocopieurs et imprimantes                             | 3 ans |
| ➤ Machine de déminage                                      | 4 ans |
| ➤ Equipements de construction                              | 4 ans |

Le reste des catégories est comptabilisé directement en charge.

Concernant le siège, le seuil des investissements est de 1.500 euros par investissement.

Dans les immobilisations corporelles, il est intégré l'achat des locaux de Handicap International à Lyon en date du 1<sup>er</sup> juin 2014 pour un montant total de 8 M€ dont 1,4 M€ en catégorie « terrain ». Cet immeuble a été financé par un emprunt bancaire de 8 M€ dont 2,4 M€ remboursés de manière anticipée en 2017 pour diminuer la durée de l'emprunt et les intérêts d'emprunt à rembourser. L'emprunt a été totalement remboursé en 2023.

#### 4.2.1. Tableau de variation des immobilisations corporelles

RUBRIQUES (en milliers d'euros)	DEBUT D'EXERCICE	ACQUISITION	VIREMENT	CESSION	FIN D'EXERCICE
<b>Immobilisations corporelles</b>					
Terrains	1.400	1	-	-	1.401
Constructions	6.724	-	6	-	6.730
Installations techniques et outillage	2.361	472	-	766	2.067
Installations générales agencements et divers	3.183	22	104	-	3.309
Matériel de transport	6.387	1.118	75	1.163	6.416
Matériel de bureau et informatique	1.150	111	-	11	1.249
Autres immobilisations corporelles	225	32	-	70	188
Immobilisations corporelles en cours	37	148	(185)	-	-
Avances et acomptes	641	481		985	137
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>22.108</b>	<b>2.384</b>	<b>-</b>	<b>2.995</b>	<b>21.497</b>

Les acquisitions de l'exercice se composent essentiellement d'achat de véhicules roulant pour la mise en œuvre des missions dans les différents programmes.

#### 4.2.2. Tableau de variation des amortissements

RUBRIQUES (en milliers d'euros)	DEBUT D'EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES	FIN D'EXERCICE
Constructions	2.779	328	-	3.107
Installations techniques, matériel et outillage	1.974	287	763	1.498
Installations générales agencements et divers	1.375	189	-	1.564
Matériel de transport	5.154	679	1.152	4.681
Matériel de bureau et informatique	992	89	10	1.071
Autres immobilisations corporelles	210	12	70	152
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>12.484</b>	<b>1.584</b>	<b>1.994</b>	<b>12.074</b>

### 4.3. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Ce poste est constitué principalement des dépôts et cautionnements versés par :

- Le Siège d'Handicap International pour un montant de 57 K€.
- Les programmes à l'étranger d'Handicap International pour un montant de 840 K€.

Les dépôts et cautionnements des programmes correspondent aux dépôts de garanties versés pour les locations des bureaux et des logements.

En 2018, la fédération HI a souscrit un contrat de capitalisation 100% en fonds euro de 500 K€ auprès de l'assureur CARDIF. Ce placement s'inscrit dans le cadre de la politique prudente de placement de l'organisation.

Il y a également des avances de trésorerie permanentes versées par la Fédération HI, en 2013, à certaines Associations Nationales et destinées à financer leur besoin en fonds de roulement en lien avec l'augmentation de l'activité de la collecte de fonds privés :

- Handicap International Canada 59 K€
- Handicap International USA 180 K€

#### 4.3.1. Tableau de variation des immobilisations financières / dépôts et cautionnements

RUBRIQUES (en milliers d'euros)	DEBUT D'EXERCICE	ACQUISITION	VIREMENT	CESSION	FIN D'EXERCICE
Autres participations	4	-	-	-	4
Prêts et autres immobilisations financières	1.571	841	-	753	1.658
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1.575</b>	<b>841</b>	<b>-</b>	<b>753</b>	<b>1.663</b>

#### 4.4. STOCKS

La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les stocks de produits finis, de marchandises et de matériaux sont valorisés au dernier prix d'achat connu.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

Font exception à cette règle, les stocks de fournitures et matériaux relatifs à des abris réalisés par l'association sur les programmes, mais destinés à être attribués aux bénéficiaires à la fin du projet, de ce fait, ni la propriété, ni l'utilisation ne reviennent à l'association.

Par ailleurs, ces abris sont totalement financés par des bailleurs institutionnels. Ainsi, la totalité des dépenses relatives à ces constructions est enregistrée en charges et le financement correspondant en produits.

STOCKS ET EN-COURS (MONTANTS EN BRUT EN K€)	31/12/2023	31/12/2022
Matières premières, approvisionnement	108	474
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>108</b>	<b>474</b>

Le stock est constitué principalement d'un stock d'unités de crédits d'un logiciel d'enquête pour les terrains qui s'élève à la fin de cet exercice à 75 K€ brut et d'un stock de kits d'urgence pour un montant de 24 K€ brut.

## 4.5. CREANCES

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsqu'apparaît un risque de non-recouvrement.

Ce poste intègre « les avances de trésorerie consenties au profit des programmes ». Ainsi, le total mentionné à la rubrique « Avances Missions » correspond au montant existant en trésorerie à la date de clôture de l'exercice pour l'ensemble des programmes. Bien que ce poste soit constitué par les liquidités disponibles dans chaque mission, ces sommes ne sont pas destinées à être récupérées par le siège de l'association mais seront justifiées par des dépenses futures et donc exclusivement utilisées dans le cadre de la mission. La présentation dans ce poste de bilan traduit donc l'indisponibilité de ces sommes pour le siège de l'association.

Lorsque des opérations sont effectuées en devises, la méthode de conversion utilisée est la suivante :

- Les transferts effectués à l'étranger sont convertis selon le résultat du change effectué par la banque.
- L'ensemble des dépenses et recettes libellées en devise, font l'objet d'une conversion au taux InforEuro du mois de la dépense.

Les créances et les dettes libellées en devises étrangères à la clôture de l'exercice sont converties sur la base du cours des devises en vigueur à la date de la clôture sous la rubrique « écart de conversion ». Les pertes de change latentes font l'objet d'une provision pour risques.

### 4.5.1. Echéance des créances à la clôture de l'exercice

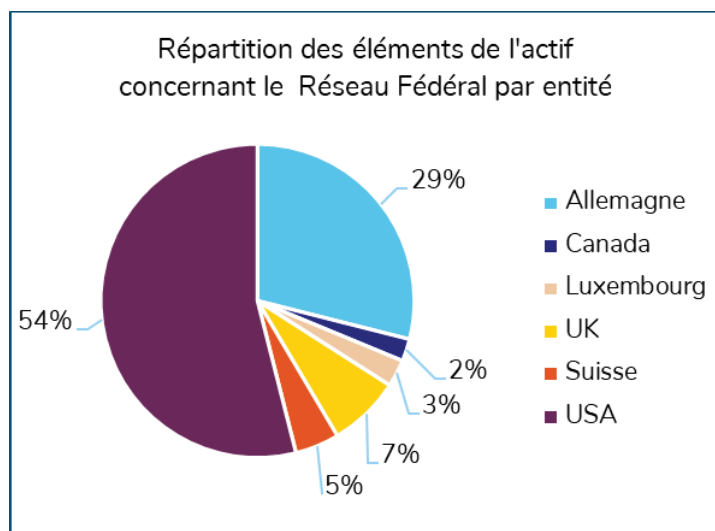
ETAT DES CREANCES (en milliers d'euros)	MONTANT BRUT	1 AN AU PLUS	PLUS D'1 AN
Autres immobilisations financières	1.663	-	1.663
Personnel et comptes rattachés	54	54	-
Créances bailleurs avec les membres du réseau HI	17.852	17.852	-
Autres créances avec les membres du réseau HI	14.304	14.304	-
Avances missions	12.649	12.649	-
Partenaires projets terrain	9.595	9.595	-
Bailleurs de fonds	98.760	98.760	-
Débiteurs divers	1.449	1.449	-
Charges constatées d'avance	1.151	1.151	-
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>157.477</b>	<b>155.814</b>	<b>1.663</b>

Il n'est pas possible de présenter un échéancier arrêté des créances avec une échéance à plus d'un an et moins d'un an en ce qui concerne les bailleurs de fonds car l'encaissement des créances est lié à l'avancement des projets. Une partie de ces créances pourrait être encaissée à plus d'un an, mais le montant ne peut être évalué de façon certaine.



#### 4.5.2. Les créances avec les membres du Réseau HI

	Total (K€)
<b>Actif</b>	<b>32.160</b>
Créances sur programmes Lyon	17.852
Créances sur programmes COB	6
Autres créances Lyon	14.210
Autres créances COB	92



Dans le graphique ci-contre, l'association nationale France, le bureau HI Autriche, l'association nationale Belgique ainsi que l'Institut HI n'apparaissent pas, car leur part représente moins de 1% du total.

#### 4.5.3. Dépréciation des créances

Dépréciation des créances (en milliers d'euros)	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
		Augmentation	Diminution	Montant global
TOTAL	1.085	32	181	936

Ce montant correspond pour 136 K€ à des risques de non-recouvrement de partenaires sur nos terrains et pour 800 K€ de risque de non-recouvrement d'un versement d'un bailleur institutionnel.

#### 4.5.4. Les charges constatées d'avance

Elles se rapportent à des charges courantes et correspondantes pour l'essentiel à des dépenses de loyers, assurances dans nos programmes et de diverses maintenances, assurances et abonnements pour le siège.

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
Dépenses siège	373	47
Dépenses terrain	777	867
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1.151</b>	<b>914</b>

#### 4.5.5. Les produits à recevoir

PRODUITS A RECEVOIR (en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
Fournisseurs : avoirs à recevoir	-	-
Autres produits à recevoir	288	1.051
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>288</b>	<b>1.051</b>

Les autres produits correspondent principalement à des contrats de services dont le paiement intervient en fonction des jalons prévus aux contrats par les bailleurs de fonds.

### 4.6. DISPONIBILITES

La trésorerie comptabilisée au bilan comprend les disponibilités bancaires et les disponibilités en caisse.

Les disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur en euros au cours de fin d'exercice. Les écarts de conversions à la clôture de l'exercice font l'objet d'une inscription aux comptes 666 « perte de change » ou 766 « gains de change »

### 4.7. ECARTS DE CONVERSION

Les subventions perçues d'avance figurent au bilan pour leur contre-valeur en euros au taux Banque de France au 31 décembre de l'exercice.

Les écarts de conversion latents de ces subventions sont calculés par devise afin de déterminer une position de change par devise. Le résultat net entre les gains et les pertes latentes de chacune de ces devises est comptabilisé en écart de change actif pour les pertes de change et en écart de change passif pour les gains de change.

Une provision pour risque de change équivalente au montant des pertes latentes est comptabilisée le cas échéant.

## 5. COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AUX POSTES DU BILAN – PASSIF

### 5.1. FONDS PROPRES

#### 5.1.1. Tableau de variation des fonds propres (TOTAL I)

VARIATION DES FONDS PROPRES (en milliers d'euros)	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
Fonds propres sans droit de reprise	12.876				12.876
Fonds propres avec droit de reprise	3.221				3.221
Ecart de réévaluation					
Réserves affectées au projet associatif et fonds collectés auprès du public non utilisés	18.124	711			18.835
Fonds de réserve dédié à l'innovation	1.927				1.927
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	711	(711)	8.951		8.951
<b>Situation nette</b>	<b>36.859</b>		<b>8.951</b>		<b>45.810</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	1.385		726	6	2.105
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>38.244</b>		<b>9.677</b>	<b>6</b>	<b>47.915</b>

Au cours de l'exercice 2010, la Fédération HI a bénéficié d'un apport pur et simple de l'association Handicap International Luxembourg, d'un montant de 767 K€, qui est assorti à un droit de reprise dont les conditions sont définies à l'article 10 du traité d'apport pur et simple.

Au cours de l'exercice 2010, la Fédération HI a octroyé des dotations en fonds propres au profit des associations nationales suivantes, qui sont assorties d'un droit de reprise dont les conditions sont définies à l'article 9 des traités d'apports de chacune des associations nationales :

- Handicap International Allemagne : 240 K€
- Handicap International Canada : 135 K€
- Handicap International Suisse : 455 K€

Au cours de l'exercice 2014, la Fédération HI a octroyé une dotation en fonds propres au profit de l'association nationale Handicap International Luxembourg et assortie d'un droit de reprise pour 87 K€.

### 5.1.2. Affectation du résultat de l'exercice

L'excédent de l'exercice, de 711 K€ définitivement acquis au 31 décembre 2022 a été affecté après approbation de l'assemblée générale en septembre 2023 en fonds affectés au projet associatif et fonds collectés auprès du public non utilisés pour 711 K€.

### 5.1.3. Subventions d'investissement

Ce poste est constitué par les subventions reçues et utilisées pour l'acquisition d'immobilisations dans les Programmes, qui ne sont alors pas comptabilisées en produits d'exploitation.

Ces subventions sont réintégrées au résultat de l'exercice au même rythme que l'amortissement des biens auxquels elles se rapportent.

Le profit ainsi constaté est inscrit en produit d'exploitation qui vient compenser l'amortissement correspondant.

Depuis l'exercice de 2020, les subventions sont calculées par immobilisation acquise dans nos Programmes en fonction du taux de financement de chacune.

Concernant l'antériorité (ou les subventions étaient calculées avec un taux moyen de financement par année pour l'ensemble des acquisitions) aucun retraitement n'est opéré. Les taux seront identiques jusqu'à la fin des durées d'amortissements.

Subventions d'investissement (en milliers d'euros)	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice Montant global
		Augmentation	Diminution	
Affectées à des biens non renouvelables	-	-	-	-
Affectées à des biens renouvelables	7.440	1.576	1.673	7.344
<b>TOTAL I - MONTANT NOMINAL</b>	<b>7.440</b>	<b>1.576</b>	<b>1.673</b>	<b>7.344</b>
Affectées à des biens non renouvelables	-	-	-	-
Affectées à des biens renouvelables	6.055	851	1.667	5.239
<b>TOTAL II - QUOTES-PARTS VIREES AU RESULTAT</b>	<b>6.055</b>	<b>851</b>	<b>1.667</b>	<b>5.239</b>
<b>SUBVENTION NETTE (I-II)</b>	<b>1.385</b>	<b>726</b>	<b>6</b>	<b>2.105</b>

## 5.2. FONDS DEDIES

Cette rubrique du passif enregistre, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectées par des donateurs, mécènes ou légataires à des projets définis, qui n'a pu encore être utilisée dans l'exercice conformément à l'engagement pris à leur égard.

Ainsi, lorsque l'association reçoit, durant un exercice donné, des fonds affectés par le donateur à des actions précises des missions sociales et que ces fonds ne sont pas utilisés au cours de l'exercice, la ressource ainsi générée par ces fonds est annulée par une charge de même montant dans le compte de résultat et affectée en « fonds dédiés ».

L'utilisation de ces fonds durant les exercices suivants génère alors un produit dans le compte de résultat de chaque exercice concerné pour le montant effectivement consommé et donne lieu à une diminution du poste « fonds dédiés » au bilan pour la même valeur.

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE SUBVENTIONS D'EXPLOITATION (en milliers d'euros)	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
<b>FONDS DEDIES CONTRATS :</b>							
CAMBODGE (20200254)	29		29			-	
DRT - DSI (20190032)	14		15			-	
D3I - INNOVATION (20220130)	135		135			-	
MADAGASCAR (20220190)	70		70			-	
TOGO (20220249)	68	2				70	
UKRAINE (20220263)	195					195	
SIERRA LEONE (20220342)	49	5				54	
SIERRA LEONE (20220343)	48	33				81	
SIERRA LEONE (20220344)	148		71			78	
RDC (20230090)		5				5	
TCHAD (20230397)		246				246	
<b>FONDS DEDIES PROGRAMMES :</b>							
CAMBODGE	418		228			189	
UKRAINE	1.653		436			1.217	
PARRAINAGE REGION ASIE	46		46			-	
<b>FONDS DEDIES PROJETS :</b>							
KENYA - Ubuntu care (H41_049)	10		10			-	
LIBAN - Beirut Blast Emergency	31					31	31
UKRAINE - Alliance Urgence	173		173			-	
NEPAL - Empowering a new generation with education (B41_012)	28		28			-	
NEPAL - Physical rehabilitation (B41_022)	127		127			-	
COLOMBIE - Armed violence reduction (C61_026)	7		7			-	
KENYA - Early Childhood Development (D41_068)	12	19				31	
MALI - Protect against gender based violence (E31_063)	4		4			-	
TOGO - Inclusive education (E81_046)	23		23			-	
FONDS O'DONNELL (USA)	24		9			15	
LIBYE - Urgence		18				18	
MAROC - Earthquake emergency (G21_081)		269				269	
PALESTINE - Emergency response oct 2023 (J23_140)		68				68	
<b>TOTAL</b>	<b>3.312</b>	<b>664</b>	<b>1.411</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2.566</b>	<b>31</b>

### 5.3. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Des provisions pour risques et charges sont constituées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation de l'association à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

#### 5.3.1. Tableau des provisions pour risques et charges

RUBRIQUES (en milliers d'euros)	DEBUT D'EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES	FIN D'EXERCICE
Provisions pour perte de change	2.662	930	2.662	930
Autres provisions pour risques et charges	4.277	713	1.583	3.408
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>6.939</b>	<b>1.644</b>	<b>4.244</b>	<b>4.338</b>

Les dotations pour les autres provisions pour risques et charges concernent pour :

- 120 K€ à des risques sur des financements bailleurs
- 68 K€ à des coûts liés à des fins de projets sur nos programmes
- 237 K€ à quatre provisions pour risque
- 288 K€ à trois provisions pour charge

Les reprises pour les autres provisions pour risques et charges concernent pour :

- 933 K€ à des risques de financement bailleurs terminés
- 168 K€ à la reprise des coûts sur des fins de projets sur nos programmes
- 281 K€ à des fins de provisions pour risque
- 201 K€ à des fins de provisions pour charge

Les charges comptabilisées en lien avec ses reprises des autres provisions pour risques et charges sont de 440 K€.

## 5.4. ECHEANCE DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

ETAT DES DETTES (en milliers d'euros)	MONTANT BRUT	1 AN AU PLUS	PLUS D'1 AN
Emprunts, dettes établissement crédit	-	-	
Emprunts et dettes financières diverses	31	31	
Fournisseurs et comptes rattachés	1.439	1.439	
Personnel et comptes rattachés	4.567	4.567	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	8.757	8.757	
Etats et autres collectivités : impôts sur les bénéfices	-	-	
Etats et autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	128	128	
Etats et autres collectivités : autres impôts	653	653	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-	
Dettes avec les membres du réseau HI	2.460	2.460	
Charges à payer terrains	7.205	7.205	
Partenaires projets terrains	2.156	2.156	
Bailleurs de fonds	4.110	4.110	
Produits constatés d'avance - Financement	104.194	104.194	
Autres dettes diverses	1.178	1.178	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>136.878</b>	<b>136.878</b>	

Il n'est pas possible de présenter un échéancier arrêté des dettes avec une échéance à plus d'un an et moins d'un an car le décaissement des dettes est lié à l'avancement des projets. Une partie de ces dettes pourrait être décaissée à plus d'un an, mais le montant ne peut être évalué de façon certaine.

### 5.4.1. Les charges à payer

Le montant des charges à payer inclus dans les postes de bilan se décompose comme suit :

CHARGES A PAYER (en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
Emprunts et dettes financières	-	-
Dettes fournisseurs comptes rattachés	139	363
Dettes fiscales et sociales	9.965	8.795
Charges à payer terrains	7.205	7.433
Charges à payer siège	278	23
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>17.587</b>	<b>16.613</b>

Les dettes fiscales et sociales concernent principalement notre personnel international et celui des sièges pour un montant de 8.168 K€ (RTT, CET, CP, Taxe sur les salaires...). Les autres dettes fiscales et sociales correspondent pour 1.797 K€ aux indemnités de fin de contrats à durée déterminées dues au personnel national pour tous les contrats se terminant après cet exercice.

Les charges à payer terrain se composent principalement des dépenses effectuées par nos partenaires et justifiées en début d'année suivante.

#### 5.4.2. Les produits constatés d'avance

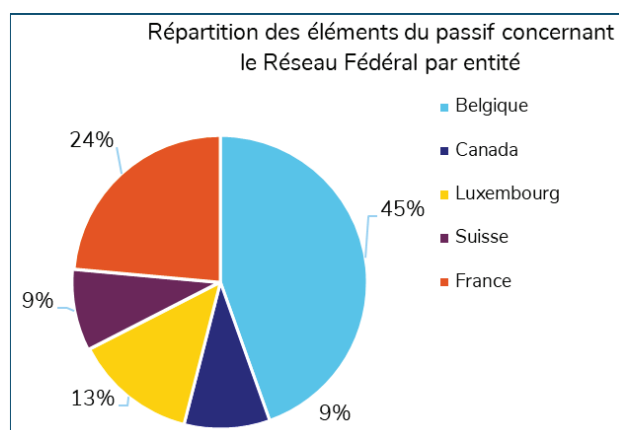
Les produits constatés d'avance sont principalement constitués par les subventions perçues d'avance, soit la quote-part des subventions incombant aux exercices futurs.

Lorsque les subventions octroyées financent des actions qui s'étalent sur plusieurs exercices, elles sont réparties en fonction des périodes ou étapes définies dans les conventions ou, à défaut, prorata temporis. La quote-part des subventions incombant aux exercices futurs, et correspondant aux subventions perçues d'avance, est inscrite au passif en « produits constatés d'avance subvention bailleurs »

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE (en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
Recettes siège et terrain	417	950
Recettes Financements bailleurs	104.194	108.500
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>104.611</b>	<b>109.450</b>

#### 5.4.3. Eléments concernant le Réseau Fédéral

(en milliers d'euros)	Total
<b>Passif</b>	<b>5.845</b>
Dettes sur programmes Lyon	3.303
Dettes sur programmes COB	82
Autres dettes Lyon	1.901
Autres dettes COB	560



Dans le graphique ci-contre, les associations nationales Allemagne, UK, et USA ainsi que le bureau HI Autriche et l'Institut HI n'apparaissent pas, car leur part représente moins de 1% du total.



## 6. COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

### 6.1. DETAIL DES PRODUITS D'EXPLOITATION

- Les ventes de prestations de service pour 454 K€ dont 434 K€ correspondent à des prestations sur nos terrains.
- Le montant de 179.508 K€ correspondent aux dépenses effectuées sur les terrains concernant nos contrats de financements avec les différents bailleurs institutionnels du réseau HI.
- Le montant de 44.473 K€ correspondent aux dons collectés dont 44.142 K€ collectés par les associations nationales Handicap International et rétrocédés à la Fédération HI. Dons qui regroupent l'ensemble des ressources issues de la recherche de fonds privés quelles qu'en soient les destinations. Tous les produits des dons privés sont rattachés à l'exercice en fonction de leur date de paiement effectif, ou en fonction de l'année fiscale de rattachement quand le don a été envoyé avant la date de clôture de l'exercice.
- Les autres produits correspondent pour :
  - 487 K€ de gain de change en lien avec l'activité en devise
  - 857 K€ de reprise de subvention d'investissement
  - 678 K€ d'autres produits divers de gestion courante
  - 1.566 K€ à des refacturations de personnel au sein du réseau HI

### 6.2. DETAIL DES CHARGES D'EXPLOITATION

- Le montant de 60.616 K€ d'autres achats et charges externes correspondent principalement à :
  - 9.658 K€ d'achats d'études et de prestation de services
  - 8.546 K€ d'achat de fournitures et d'équipements non immobilisés
  - 13.073 K€ de locations immobilières et autres locations
  - 3.885 K€ de contrats de maintenances, assurances et entretiens
  - 876 K€ de frais d'honoraires
  - 1.245 K€ de publicité, support de communication
  - 14.395 K€ de frais de déplacements
  - 1.776 K€ de frais postaux et télécommunication
  - 7 162 K€ de diverses charges
- Les aides financières versées par l'entité pour 55.385 K€ correspondent pour 48.639 K€ aux dépenses effectuées par nos partenaires ou versés directement à nos bénéficiaires pour les différents projets sur nos terrains et 6.746 K€ en soutien financiers au réseau HI.
- Les autres charges correspondent notamment pour :
  - 108 K€ de perte de change en lien avec l'activité en devise.
  - 305 K€ de perte sur créances irrécouvrables
  - 40 K€ d'autres charges diverses de gestion courante

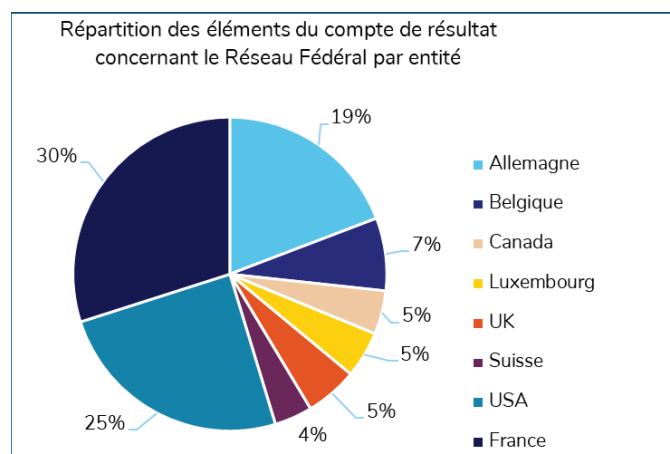
### 6.3. RESULTAT FINANCIER

Les charges et produits financiers correspondent notamment aux différences de changes liés à la réévaluation aux taux Banque de France au 31 décembre 2023 des banques et caisses en devises du siège et de l'ensemble de nos programmes.

Les autres intérêts et produits assimilés correspondent à des produits de placements à capital garanti sur du court terme.

### 6.4. ELEMENTS CONCERNANT LE RESEAU FEDERAL

(en milliers d'euros)	Total
<b>Compte de résultat</b>	<b>166.390</b>
Financements et Collecte sur programmes Lyon	156.886
Financements et Collecte sur programmes COB	0
Autres produits (Lyon + COB)	1.567
Autres charges (Lyon + COB)	1.192
Soutien aux associations nationales	6.746



Dans le graphique ci-contre, le bureau HI Autriche ainsi que l'Institut HI n'apparaissent pas, car leur part représente moins de 1% du total.

## 7. ENGAGEMENTS HORS BILAN

### 7.1. ENGAGEMENTS DONNES POUR INDEMNITÉS DE DÉPART À LA RETRAITE

En application de la recommandation ANC n°2013-02, les indemnités de départ à la retraite sont comptabilisées lors de leur versement et ne constituent pas une provision.

Les indemnités retraites acquises par les salariés du siège de la Fédération HI Lyon présents à la date de clôture sont estimées à 551 K€, contre 477 K€ en 2022.

Les hypothèses retenues pour le calcul sont les suivantes :

- Hypothèses économiques
  - Départs volontaires
  - Taux d'actualisation : 3 %
  - Augmentation annuelle des salaires : 2 %

- Taux de charges sociales : 45 %
- Age de départ à la retraite :
  - Si le salarié a un âge inférieur ou égal à 45 ans, l'âge de départ à la retraite est de 67 ans
  - Si le salarié a un âge supérieur à 45 ans, l'âge de départ à la retraite est de 62 ans
- Hypothèses démographiques
  - Taux de rotation du personnel :
    - Si le salarié a un âge inférieur à 50 ans, selon le taux de rotation moyen par catégorie de salariés
    - Si le salarié a un âge supérieur ou égal à 50 ans, le taux de 0% de rotation de personnel
  - Table de mortalité :
    - Si le salarié a un âge inférieur ou égal à 60 ans, selon la table de mortalité issue des données de l'INSEE
    - Si le salarié a un âge supérieur à 60 ans, alors 100%

## 7.2. ENGAGEMENTS DONNES POUR PASSIFS SOCIAUX LATENTS

L'évaluation des passifs sociaux latents relatifs aux programmes et correspondant aux indemnités acquises par les personnels locaux à la date de clôture et qui seraient à verser en cas de fermeture des programmes concernés s'élève à 10.152 K€ pour l'entité fédérale.

## 7.3. ENGAGEMENTS RECUS

En 2018, le bail du bureau de Paris a été renouvelé au nom de la Fédération HI. A ce titre, la Fédération HI a reçu une caution du LCL pour un montant de 208 K€.

## 7.4. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

- Honoraires facturés au titre de l'audit légal des comptes 110 K€ HT.
- Honoraires facturés au titre des prestations entrant dans le cadre de services autres que le commissariat aux comptes (SACC) : 179 K€ HT.

## 8. AUTRES INFORMATIONS

### 8.1. VALORISATION DU BÉNÉVOLAT ET DES CONTRIBUTIONS EN NATURE

En conformité avec la réglementation comptable des associations, les contributions volontaires ont été inscrites en comptabilité en pied du Compte de résultat sous des rubriques spécifiques.

Elles sont par nature, effectuées à titre gratuit et prennent plusieurs formes :

- Bénévolat régulier « ou quasi-permanent »
- Bénévolat non régulier : événements durant l'année
- Mises à disposition gratuites de personnes par des entités tierces
- Mise à disposition de biens : d'un local de réunion, d'un matériel ou tout autre bien nécessaire à l'accomplissement des activités d'HI.
- Dons en nature reçus puis redistribués ou consommés en l'état par l'association.

En fonction de leur nature, plusieurs méthodes d'évaluation :

- Dons en nature et prestations gratuites : Toutes prestations ou biens offerts font l'objet d'une facturation ou d'un contrat de mécénat. L'évaluation est faite par l'entreprise mécène en prix de revient. L'entreprise précise de manière claire que la prestation ou que les biens sont offerts. Ils donnent lieu à émission d'un reçu fiscal.
- Mécénat de compétence : Il consiste en un apport en ressources humaines, c'est-à-dire le transfert (gratuit, mais avec incitation fiscale) de compétences de l'entreprise au profit de Handicap International, par le biais de salariés, intervenant sur leur temps de travail. Il est à différencier du bénévolat. Il peut être réalisé sous deux formes :
  - Soit d'une prestation de services
  - Soit d'une mise à disposition de personnel.

L'évaluation de ce don en nature correspond à son coût de revient, à savoir les rémunérations et charges sociales y afférentes des salariés mis gratuitement à disposition. D'un point de vue fiscal, le mécénat de compétences est assimilé à un don en nature et bénéficie donc d'une réduction d'impôt pour l'entreprise mécène.

- Bénévolat : « Est bénévole toute personne qui s'engage librement pour mener une action non salariée en direction d'autrui, en dehors de son temps professionnel et familial ». On distinguera le bénévolat régulier du bénévolat non régulier :
  - Le bénévolat régulier regroupe les bénévoles qui travaillent de façon régulière pour une partie de leur temps dans différents services afin d'accomplir des tâches administratives tel le dépouillement des dons, le classements et l'archivage des dossiers, l'animation d'une antenne, l'appui sur un projet...Ils s'inscrivent dans la vie quotidienne de l'association.
  - Le bénévolat non régulier quant à lui correspond à un engagement très court, une demi-journée, un jour, dans le cadre notamment d'une manifestation ou d'un évènement.

Un inventaire est fait une fois par an afin de compiler pour chaque service les informations. Les prestations « bénévoles » ne donnent pas lieu à émission de reçu fiscal.

## 8.2. REGIME FISCAL

La Fédération Handicap International bénéficie du statut d'association à but non lucratif et n'est donc pas imposée sur l'excédent dégagé par son exploitation. Par contre, la Fédération est assujettie sur les revenus de capitaux mobiliers pour un montant de 251 K€.

## 8.3. INSTITUT HI

Depuis sa création en 1982, Handicap International conçoit et met en œuvre des solutions adaptées aux besoins et aux attentes des personnes handicapées et des populations confrontées à la pauvreté, aux conflits et aux catastrophes.

Dans le respect des valeurs humanitaires attachées à son histoire et son action, la fédération a créé, le 7 août 2015, l'Institut HI qui est partie intégrante du réseau fédéral Handicap International.

L'Institut HI est de droit Suisse et régie par les articles 80 et suivants du code civil suisse pour le compte de ses membres. Son siège est à Genève.

Elle a pour but premier de soutenir les actions de toutes les entités de Handicap International. Elle a notamment pour but de veiller au respect des principes éthiques adoptés par la gouvernance de la Fédération et mis en œuvre par les différentes entités du réseau fédéral HI. L'Institut HI est consulté sur l'évolution de ces principes, ainsi que sur celle de la mission et du champ d'action de Handicap International. Elle participe à titre consultatif, aux réflexions stratégiques organisées par la Fédération. Elle contribue ainsi à la permanence des fondements de l'action et de la raison d'être de Handicap International.

La Fédération HI a attribué à l'Institut HI un capital initial de 50.000 CHF (cinquante mille francs suisse) versé directement par l'association nationale HI Suisse.

Le Conseil de l'Institut HI est composé des Présidents de chacune des entités constitutives du réseau fédéral HI, soit la Fédération et ses associations membres. Ils travaillent bénévolement et gratuitement au sein du Conseil de l'Institut HI.

Le 27 février 2016, une convention de mise à disposition des locaux et une mise en commun des moyens à titre gratuit a été signée entre la Fédération et l'Institut HI, impliquant une mutualisation des coûts engagés. Cette convention précise les modes de fonctionnement et de répartition des coûts qui entrent en vigueur rétroactivement au 7 août 2015, date effective d'enregistrement de l'Institut HI. La mise en commun des moyens entre la Fédération et l'Institut HI se fait à titre gratuit. En 2023, cette mise en commun est valorisée dans les comptes de la fédération de Handicap International pour un montant de 534 K€.

#### 8.4. VENTILATION DE L'EFFECTIF SALARIE DE L'ASSOCIATION

Par effectif salarié, on entend l'ensemble des personnes ayant un contrat de travail et rémunéré directement par l'association.

Par personnel mis à disposition, on entend personnel détaché ou prêté par l'association.

EFFECTIF MOYEN	2023	2022
<b>Permanents Sièges :</b>	<b>382</b>	<b>307</b>
Salariés siège du Réseau Fédéral Handicap International	380	306
Personnel international affecté siège Fédération Handicap International	2	1
<b>Personnel mis à Disposition à d'autres Structures :</b>	<b>15</b>	<b>17</b>
Personnel mis à disposition à d'autres structures	15	17
<b>Personnel Missions :</b>	<b>280</b>	<b>296</b>
Volontaires affectés Programmes	5	3
Salariés affectés Programmes	14	13
Personnel international affecté Programmes	261	280
<b>TOTAL</b>	<b>677</b>	<b>620</b>

Ces effectifs sont calculés en équivalent temps plein et ne tiennent pas compte du personnel national contractualisé par les programmes.

#### 8.5. REMUNERATIONS VERSEES AUX ORGANES DE DIRECTION

En conformité avec l'article 20 de la LOI n° 2006-586 du 23 mai 2016 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif nous vous informons sur la rémunération perçue par les dirigeants de l'association :

Les membres du conseil d'administration de l'association sont bénévoles et ne perçoivent aucune rémunération en contrepartie de leur mandat.

Dans un souci de transparence, nous vous précisons que le montant total des salaires bruts annualisés versés aux 3 salariés les mieux rémunérés s'élève à 289 K€ au titre de l'année 2023.

## 9. COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES, COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION ET AUTRES INFORMATIONS FINANCIERES

### 9.1. TABLEAU CROD – COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION (en milliers d'euros)	Exercice 31/12/2023		Exercice 31/12/2022	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
<b>PRODUITS PAR ORIGINE</b>				
<b>1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>	<b>44 386</b>	<b>44 386</b>	<b>45 477</b>	<b>45 477</b>
1.1 Cotisations sans contreparties				
1.2 Dons, legs et mécénat	27	27	14	14
- Dons manuels	27	27	14	14
- Legs, donations et assurances-vie				
- Mécénat				
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	44 359	44 359	45 463	45 463
<b>2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>	<b>11 577</b>		<b>12 406</b>	
2.1 Cotisations avec contrepartie				
2.2 Parrainage des entreprises				
2.3 Contributions financières sans contrepartie				
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	11 577		12 406	
<b>3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS</b>	<b>173 656</b>		<b>168 956</b>	
<b>4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</b>	<b>4 426</b>		<b>1 331</b>	
<b>5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS</b>	<b>1 411</b>	<b>1 411</b>	<b>382</b>	<b>382</b>
<b>TOTAL</b>	<b>235 456</b>	<b>45 797</b>	<b>228 552</b>	<b>45 859</b>
<b>CHARGES PAR DESTINATION</b>				
<b>1 - MISSIONS SOCIALES</b>	<b>205 303</b>	<b>35 927</b>	<b>202 383</b>	<b>37 137</b>
1.1 Réalisées en France	5 372	1 763	5 045	1 770
- Actions réalisées par l'organisme	5 372	1 763	5 045	1 770
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France				
1.2 Réalisées à l'étranger	199 931	34 164	197 338	35 367
- Actions réalisées par l'organisme	199 931	34 164	197 338	35 367
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger				
<b>2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS</b>	<b>4 377</b>	<b>1 578</b>	<b>4 733</b>	<b>50</b>
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	1 538	1 021	2 137	50
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	2 839	557	2 596	
<b>3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>14 484</b>	<b>17</b>	<b>11 819</b>	<b>4</b>
<b>4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</b>	<b>1 676</b>		<b>5 924</b>	
<b>5 - IMPOT SUR LES BENEFICES</b>				
<b>6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE</b>	<b>664</b>	<b>664</b>	<b>2 982</b>	<b>2 982</b>
<b>TOTAL</b>	<b>226 505</b>	<b>38 186</b>	<b>227 841</b>	<b>40 173</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>8 951</b>	<b>7 611</b>	<b>711</b>	<b>5 686</b>

B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (en milliers d'euros)	Exercice 31/12/2023		Exercice 31/12/2022	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
<b>PRODUITS PAR ORIGINE</b>				
<b>1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>	<b>357</b>	<b>357</b>	<b>150</b>	<b>150</b>
- Bénévolat	15	15		
- Prestations en nature			128	128
- Dons en nature	342	342	22	22
<b>2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>				
<b>3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE</b>				
<b>TOTAL</b>	<b>357</b>	<b>357</b>	<b>150</b>	<b>150</b>
<b>CHARGES PAR DESTINATION</b>				
<b>1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES</b>	<b>162</b>	<b>162</b>	<b>23</b>	<b>23</b>
- Réalisées en France				
- Réalisées à l'étranger	162	162	23	23
<b>2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX RECHERCHE DE FONDS</b>	<b>65</b>	<b>65</b>		
<b>3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT</b>	<b>130</b>	<b>130</b>	<b>127</b>	<b>127</b>
<b>TOTAL</b>	<b>357</b>	<b>357</b>	<b>150</b>	<b>150</b>



## 9.2. TABLEAU CER – COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC

EMPLOIS PAR DESTINATION (en milliers d'euros)	Exercice 31/12/2023	Exercice 31/12/2022	RESSOURCES PAR ORIGINE (en milliers d'euros)	Exercice 31/12/2023	Exercice 31/12/2022
<b>EMPLOIS DE L'EXERCICE</b>			<b>RESSOURCES DE L'EXERCICE</b>		
<b>1 - MISSIONS SOCIALES</b>	<b>35 927</b>	<b>37 137</b>	<b>1 - RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>	<b>44 386</b>	<b>45 477</b>
1.1 Réalisées en France	1 763	1 770	1.1 Cotisations sans contrepartie		
- Actions réalisées par l'organisme	1 763	1 770	1.2 Dons, legs et mécénat	27	14
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France			- Dons manuels	27	14
1.2 Réalisées à l'étranger	34 164	35 367	- Legs, donations et assurances-vie		
- Actions réalisées par l'organisme	34 164	35 367	- Mécénat		
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger			1.3 Autres ressources liées à la générosité du public	44 359	45 463
<b>2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS</b>	<b>1 578</b>	<b>50</b>			
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	1 021	50			
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	557				
<b>3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>17</b>	<b>4</b>			
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>37 522</b>	<b>37 191</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>44 386</b>	<b>45 477</b>
<b>4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</b>			<b>4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</b>		
<b>5 - REPORT EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE</b>	<b>664</b>	<b>2 982</b>	<b>5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS</b>	<b>1 411</b>	<b>382</b>
<b>EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE</b>	<b>7 611</b>	<b>5 686</b>	<b>DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE</b>		
<b>TOTAL</b>	<b>45 797</b>	<b>45 859</b>	<b>TOTAL</b>	<b>45 797</b>	<b>45 859</b>

<b>RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU</b>	<b>32 239</b>	<b>28 675</b>
(+) excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	7 611	5 686
(+) investissements et (+) désinvestissements nets liés à la	-452	-2 122
<b>RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU</b>	<b>39 398</b>	<b>32 239</b>

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (en milliers d'euro)	Exercice 31/12/2023	Exercice 31/12/2022	CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (en milliers d'e)	Exercice 31/12/2023	Exercice 31/12/2022
<b>EMPLOIS DE L'EXERCICE</b>			<b>RESSOURCES DE L'EXERCICE</b>		
<b>1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES</b>	<b>162</b>	<b>23</b>	<b>1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>	<b>357</b>	<b>150</b>
- Réalisées en France			- Bénévolat	15	
- Réalisées à l'étranger	162	23	- Prestations en nature		128
<b>2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX RECHERCHE DE FONDS</b>	<b>65</b>		- Dons en nature	342	22
<b>3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT</b>	<b>130</b>	<b>127</b>			
<b>TOTAL</b>	<b>357</b>	<b>150</b>	<b>TOTAL</b>	<b>357</b>	<b>150</b>

### 9.3. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES DU CROD ET DU CER

**Le Compte de Résultat par Origine et Destination (CROD)** intègre l'ensemble des emplois et des ressources engagées par l'association.

Il respecte le plan comptable applicable aux associations et fondations, qui préconise la constitution d'une provision pour charges, à hauteur des ressources dédiées aux programmes et non utilisées dans l'exercice. Cette provision matérialise ainsi l'obligation de l'association d'utiliser ces fonds conformément aux engagements pris auprès des donateurs.

Issu du CROD, le compte d'Emploi annuel des Ressources collectées auprès du public (CER) précise l'origine des ressources collectées auprès du public, et leur emploi sur l'exercice par l'association.

Ces tableaux sont établis selon la réglementation relative au contrôle des opérations faisant appel à la générosité publique (décret n° 92-1011 du 17/9/92) et en conformité avec le nouveau règlement 2018-06, qui fixe la réglementation comptable applicable au Comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non-lucratif à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 et modifié par les règlements suivants ANC n°2020-06 et n°2022-04.

La Fédération HI ne collecte pas directement auprès du grand public ; ce sont en effet les différentes Associations Nationales composant le réseau qui ont la charge de cette collecte auprès du grand public, et transfèrent ces fonds à la Fédération. Ainsi, le CROD et le CER mentionnent les fonds collectés auprès du grand public par les Associations Nationales et transférés à la Fédération. Ils apparaissent dans la rubrique « 1.3 Autres produits liés à la générosité du public ».

Bien que cette réglementation ne concerne que l'Association Nationale France, le réseau fédéral HI a pris l'option de l'appliquer, également, aux comptes combinés établis sous la responsabilité de la Fédération, y compris son établissement en Belgique. En effet, les comptes combinés de Handicap International sont publiés en France et communiqués notamment, aux donateurs de l'association française.

### 9.4. CONTENU DES RUBRIQUES DES EMPLOIS

#### 9.4.1. Imputation des coûts directs

Le montant de chacune des rubriques composant le Compte de Résultat par Origine et Destination (CROD) est constitué par les coûts qui leur sont directement affectables dans la comptabilité analytique, et ceci lors de l'enregistrement des opérations en comptabilité générale.

- A cet effet, la comptabilité analytique de l'association lui permet, notamment : d'imputer toute opération à une rubrique budgétaire (ou centre de coût), aussi bien les charges que les produits. La nomenclature utilisée permet ainsi, d'identifier les différentes activités mises en œuvre par l'association, notamment les programmes sur le terrain et leurs projets,
- Le rattachement de toute dépense à une ligne de financement, permettant la traçabilité de l'utilisation des fonds octroyés par les bailleurs des fonds institutionnels, ainsi que de toute autre ressource affectée aux différentes activités.

### 9.4.2. Affectation des coûts relatifs au personnel

Chaque rubrique intègre également les coûts des rémunérations des personnels correspondants à chaque activité : salariés du siège de l'association, expatriés (salariés et volontaires) et enfin, le personnel national recruté dans les différents pays.

La base d'affectation, en ce qui concerne le personnel du siège, est constituée par le temps dédié à chaque activité, ceci en lien avec leurs descriptions de fonctions. Les clés de répartition ainsi déterminées sont appliquées sur le coût des salaires, incluant les charges sociales afférentes, en lien avec l'établissement de la paie.

Quant aux personnels expatriés (salariés et volontaires), l'imputation à chaque programme est réalisée sur la base des temps missions passés sur le terrain en appliquant un coût moyen par mois de présence sur chaque programme, ceci en lien avec la gestion des contrats d'expatriation.

### 9.4.3. Répartition des frais généraux

Ces frais sont constitués uniquement par les charges externes à caractère général liés à l'occupation des bâtiments engagées par le siège de l'association et son établissement belge, les frais de télécommunications, les frais informatiques, et les fournitures et consommables. Ces frais comprennent également les charges de personnel.

De par leur nature, ces frais ne peuvent donc pas être imputés directement à chaque activité. C'est pourquoi, l'ensemble de ces frais est réparti entre les différentes activités (missions sociales, recherche des fonds et fonctionnement général), au prorata des temps dédiés par le personnel aux différentes activités.

Le total de ces frais, 3.557 K€, est réparti comme suit :

✓ Pilotage et services d'appui des actions sur le terrain	1.805 K€
✓ Actions d'Education au développement et Campagne internationale contre les mines antipersonnel et les bombes à sous-munitions et autres missions sociales menées par le siège	340 K€
✓ Institut HI	43 K€
✓ Activités de recherche des fonds	226 K€
✓ Frais de fonctionnement	1.144 K€

### 9.4.4. Les Missions sociales

Les emplois des missions sociales à l'étranger, 199.931 K€, sont constitués par :

✓ Dépenses directes engagées sur le terrain dans la mise en œuvre	180.029 K€
✓ Frais de gestion des missions	17.305 K€
✓ Autres frais et charges exceptionnelles	2.597 K€

Les frais de gestion des missions à l'étranger, 17.305 K€, concernent :

- |  |          |
|--|----------|
| ✓ La direction des opérations, le suivi des missions ainsi que les services support (contrôle de gestion et comptabilité programmes) | 7.558 K€ |
| ✓ Le recrutement des personnels expatriés, leur gestion sociale, ainsi que les frais de formation au départ et continue              | 2.324 K€ |
| ✓ La coordination technique et le service support logistique   | 7.423 K€ |

Les frais et charges exceptionnels concernant les actions à l'étranger, sont constitués principalement de :

- 1.534 K€ de pertes de change sur les devises dues à la fluctuation des marchés de change et à la dévaluation des devises nationales.
- 1.064 K€ de charges et indemnités à payer ainsi que de dépenses engagées dans le cadre de la fermeture et des projets à l'étranger.

Les missions sociales réalisées en France et en Belgique, dont le total s'élève à 5.372 K€, intègrent la Campagne internationale contre les mines antipersonnel et bombes à sous-munitions (BASM), le plaidoyer pour réduire l'impact des armes explosives sur les populations civiles (EWIPA), les actions de sensibilisation et mobilisation pour les droits et l'intégration des personnes en situation de handicap, et enfin, des projets d'étude et de développement des nouvelles actions, et de capitalisation des savoirs faire.

Les coûts engagés dans les actions d'éducation au développement, en conformité avec l'objet associatif et la définition de la mission sociale de l'association, sont classés dans les « Missions sociales ». C'est le cas, notamment, des coûts engagés par l'association dans la mobilisation du grand public, dans le cadre de la campagne contre la fabrication et l'utilisation des mines antipersonnel, de la campagne EWIPA ainsi que ceux de l'Institut HI, en charge des enjeux éthiques, du positionnement et du partage des expériences. Le plaidoyer contre les mines et autres armes explosives constitue un des missions sociales de l'association, faisant partie intégrante de son identité et de son combat quotidien.

#### 9.4.5. Les frais de recherche des fonds

Les frais de collecte des dons et legs s'élèvent à 1.538 K€, et 2.839 K€ sont engagés dans les frais d'obtention et gestion des contrats des financements institutionnels, aussi bien d'origine publique, que ceux provenant des fondations et du mécénat d'entreprise. Cette gestion est assurée par un seul et même service au siège de l'association, de ce fait, la dissociation de ce coût n'est pas possible.

#### 9.4.6. Les frais de fonctionnement

Ils sont composés des services généraux tels que, la gestion du système d'information, la comptabilité, la trésorerie, l'accueil, la gestion du personnel du siège et une quote-part de la gestion des locaux et des équipements. Ces frais intègrent également la direction générale, la gouvernance de l'association ainsi que les actions de communication internes et externes engagées par la Fédération. Leurs coûts s'élèvent à 14.484 K€.

#### 9.4.7. Le soutien financier aux Associations Nationales du réseau fédéral HI

La mission essentielle des Associations Nationales du réseau est de contribuer à la mise en œuvre des missions sociales, notamment par l'obtention des financements institutionnels et des dons auprès du grand public.

Ainsi, le soutien financier octroyé par la Fédération, est destiné à couvrir les dépenses engagées par les Associations Nationales, en complément des ressources propres, afin de contribuer à leur développement.

Le total de ce soutien est réparti entre les différentes rubriques du CROD, selon ce qu'il finance dans chacune d'elles. Il s'élève, pour 2023, à 6.739 K€ :

✓ Missions sociales	1.115 K€
✓ Recherche des fonds : développement des actions de collecte auprès du public	450 K€
✓ Recherche des fonds : recherche des financements institutionnels	1.409 K€
✓ Financement des frais de fonctionnement	3.764 K€

### 9.5. LES RESSOURCES

Le total des ressources, avant reprises des provisions et fonds dédiés reportés, s'élève à 235.456 K€.

#### 9.5.1. Les ressources collectées auprès du public par les Associations Nationales et transférées à la Fédération

Elles s'élèvent à 45.797 K€ et sont issues de l'ensemble des dons, mécénats, parrainages et legs collectés par les associations Nationales et reversées à la Fédération.

### 9.5.2. Autres fonds privés

Le détail des autres fonds privés, 7.480 K€ est le suivant :

✓ Financements privés nationaux (AN)	4.956 K€
✓ Autres Financements privés (*)	2.524 K€

(\*) inclus les produits des ventes solidaires et des produits partages

### 9.5.3. Subventions et autres concours publics

Le total affecté en produits, 173.656 K€, est composé essentiellement de financements internationaux obtenus auprès de l'Union Européenne et des Nations Unies, ainsi que des subventions publiques obtenues dans les pays où sont implantées les Associations Nationales.

<b>Organismes Internationaux</b>	<b>57.544 K€</b>
<b>Organismes Nationaux</b>	<b>115.982 K€</b>
Organismes publics nationaux (ANs)	107.787 K€
Organismes publics étrangers	8.195 K€

### 9.5.4. Le « forfait administratif » octroyé par les bailleurs institutionnels

Les bailleurs institutionnels, aussi bien publics, que privés, octroient une contribution forfaitaire, destinée à financer les frais de fonctionnement de l'association. A ces frais peuvent s'ajouter ceux relatifs au pilotage et aux services support lorsque ces coûts ne sont pas éligibles au titre des dépenses directes de mise en œuvre des actions. Cette contribution s'élève à 14.267 K€. Elle vient en priorité financer le soutien aux Association Nationales sur leurs frais de recherche de fonds (1.887 K€) et leurs frais de fonctionnement (3.820 K€), puis vient participer au financement des frais la Fédération : frais de fonctionnement (7.707 K€) et frais de recherche de fonds (853 K€).

## 9.6. LE SUIVI DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC PAR LES

### ASSOCIATIONS NATIONALES ET TRANSFEREES A LA FEDERATION

Le CROD permet de comprendre les mécanismes d'utilisation des fonds collectés auprès du public par les Associations Nationales et transférés à la Fédération, issus de la générosité du public pour le financement de ses programmes à travers le monde, en sollicitant les bailleurs internationaux.

Pour préserver son indépendance et pérenniser son action, l'association a fait le choix de s'appuyer sur deux sources distinctes de financement de ses programmes :

- L'argent collecté auprès des donateurs,

- Les fonds publics ou privés octroyés par les bailleurs institutionnels.

### **9.6.1. L'utilisation des ressources provenant du grand public, collectées par les**

#### **Associations Nationales et transférées à la Fédération**

L'utilisation des ressources provenant du grand public, collectées par les Associations Nationales puis transférées à la Fédération, pour chacune des rubriques du CROD, est calculée par différence entre le total des emplois et les autres ressources affectées (hors collecte), sur la base de la comptabilité analytique.

Au 31 décembre 2023, le solde final de ces ressources non utilisées, s'élève à 39.398 K€, soit une augmentation de 7.159 K€ par rapport au solde initial de l'exercice (32.239 K€).

### **9.6.2. La collecte, levier pour obtenir des fonds institutionnels auprès des bailleurs**

Les deux sources de financement de l'association, les fonds collectés auprès du public par les Associations Nationales et transférés à la Fédération d'une part, les financements institutionnels d'autre part, ne sont pas indépendantes, car les bailleurs institutionnels n'accordent le financement d'un programme qu'à une association qui démontre sa capacité d'en autofinancer une partie. Cette démarche est habituelle de la part des bailleurs : la solidité financière est un gage de viabilité pour une association. Sur le total des fonds propres de la Fédération fin 2023 (47.915 K€), 39.398 K€ sont issus de la collecte auprès du public via les Associations Nationales. Ce fonds constitue une sécurité financière pour faire face à des variations de ressources, et pour préserver les missions sociales. Ils permettent en outre, d'avancer la trésorerie indispensable à la mise en œuvre des actions en attendant les versements des bailleurs.

Chaque euro collecté par les Associations Nationales auprès du public et transféré à la Fédération donne davantage de poids et d'arguments à l'association pour solliciter et obtenir des fonds, et se comporte ainsi comme un levier.

## **9.7. VALORISATIONS DES APPORTS EN NATURE ET GRATUITES**

Les valorisations des contributions en nature et des apports des bénévoles dont l'association a bénéficié en 2023, sont intégrées en pied du Compte de Résultat en comptabilité générale et du CROD.

Le total des valorisations pour 2023 s'élève à 357 K€. Elles concernent pour l'intégralité des prestations, des mises à disposition gratuites de bien et dons en nature.

## 10.DETAIL DES FINANCEMENTS BAILLEURS

× FINANCEUR / DONOR	AFFECTATION K€ /ALLOCATION K€
<b>TOTAL FONDS INSTITUTIONNELS PUBLICS ET PRIVES / TOTAL PUBLIC AND PRIVATE FUNDS</b>	<b>180 387</b>
<b>Fonds publics internationaux / International publics funds</b>	<b>57 622</b>
Commission Européenne / European Commission	41 830
Commission Européenne / European Commission - ECHO	27 519
Commission Européenne / European Commission - EUROPEAID/ INTPA	9 897
Commission Européenne / European Commission - Trust Funds	4 404
Commission Européenne / European Commission - Other department	10
Nations Unies / United Nations	15 022
Nations Unies / United Nations - HCR	2642
Nations Unies / United Nations - OCHA (humanitarian Affairs)	4 700
Nations Unies / United Nations - UNICEF	4 174
Nations Unies / United Nations - UNOPS	144
Nations Unies / United Nations - UNDP	13
Nations Unies / United Nations - Wold Food Programme	1101
Nations Unies / United Nations - Education Cannot Wait	1 703
Nations Unies / United Nations - Autres / Other	23
Nations Unies / United Nations - Autres / Other	522
Autres agences internationales / Other international agencies	770
<b>Fonds publics nationaux / Public national funds</b>	<b>116 010</b>
Fonds publics nationalité AN / Public funds NA nationality	108 031
Fonds publics Allemagne / Public funds Germany	25 956
Fonds publics Belgique / Public funds Belgium	8 210
Fonds publics Canada / Public funds Canada	6 275
Fonds publics France / Public funds France	16 803
Fonds publics Luxembourg / Public funds Luxembourg	6 133
Fonds publics Royaume-Uni / Public funds UK	4 470
Fonds publics Suisse / Public funds Suisse	2 542
Fonds publics USA / Public funds USA	37 642
Fonds publics hors nationalité AN / Public funds other NA nationality	7 979
Fonds publics Australie / Public funds Australia	256
Fonds publics Danemark / Public funds Denmark	24
Fonds publics Irlande / Public funds Ireland	43
Fonds publics Italie / Public funds Italy	232
Fonds publics Japon / Public funds Japan	62
Fonds publics Monaco / Public funds Monaco	364
Fonds publics Norvège / Public funds Norway	2 704
Fonds publics Pays-Bas / Public funds Netherlands	2 940
Fonds publics Suède / Public funds Sweden	1 309
Fonds publics Nouvelle-Zélande / Public funds New Zealand	5
Fonds publics Nouvelle-Zélande / Public funds New Zealand	40





<b>Fonds privés / Private funds</b>	<b>6 755</b>
<b>Fonds privés nationalité AN / Private funds NA nationality</b>	<b>4 989</b>
Fonds privés Allemagne/ Private funds Germanie	1 474
Fonds privés Belgique / Private funds Belgium	120
Fonds privés Canada / Private funds Canada	419
Fonds privés France / Private funds France	6
Fonds privés Royaume-Uni / Private funds UK	1 665
Fonds privés Suisse / Private funds Switzerland	365
Fonds privés USA / Private funds USA	940
<b>Fonds privés hors nationalité AN / Private funds other NA nationality</b>	<b>1 766</b>

## 11. ETAT SEPRE DES AVANTAGES ET DES RESSOURCES PROVENANT DE L'ETRANGER POUR L'EXERCICE 2023

Le règlement ANC n° 2022-04 introduit de nouvelles dispositions dans le règlement ANC n° 2018-06 suite aux obligations comptables prévues par la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République à ses articles 21, 22, 73 et 75. Elle impose ainsi la tenue d'un état séparé des avantages et ressources provenant d'un Etat étranger, d'une personne morale étrangère, d'un dispositif juridique de droit étranger comparable à une fiducie ou d'une personne physique non résidente en France, à présenter dans l'annexe des comptes annuels.

Des règles de gestion ont ainsi été définies, pour chaque source de revenus et types de flux financiers, pour identifier les ressources et avantages provenant de l'étranger.

Les principales sources de revenus de la Fédération Handicap International proviennent ainsi des bailleurs de fonds et des ressources rétrocédées des associations nationales du réseau HI.

Le total des avantages et ressources en provenance de l'étranger en 2023 s'élève à 166.499 K€. Ces ressources proviennent principalement des Etats-Unis. La version détaillée de l'état est mise à la disposition du public, sur demande, au siège de l'association, situé 138 avenue des Frères Lumières 69008 Lyon.

ETAT DU CONTRIBUTEUR	MONTANT DES AVANTAGES ET DES RESSOURCES En K€
Total - Etat - Allemagne	25 218
Total - Etat - Australie	317
Total - Etat - Belgique	10 093
Total - Etat - Bermudes	455
Total - Etat - Cambodge	104
Total - Etat - Canada	3 114
Total - Etat - Danemark	871
Total - Etat - États-Unis	35 832
Total - Etat - Italie	564
Total - Etat - Luxembourg	10 706
Total - Etat - Monaco	360
Total - Etat - Norvège	1 754
Total - Etat - Pays-Bas	2 726
Total - Etat - Royaume-Uni	6 612
Total - Etat - Slovénie	434
Total - Etat - Suède	3 333
Total - Etat - Suisse	6 505
Autres Pays - Afrique Australe, Centrale et de l'Est	62
Autres Pays - Afrique de l'Ouest	48
Autres Pays - Afrique du Nord	5
Autres Pays - Amérique Centrale et du Sud	34
Autres Pays - Asie Centrale et de l'Est	32
Autres Pays - Asie du Sud	31
Autres Pays - Asie du Sud-Est	1
Autres Pays - Europe et Amérique du Nord	86
Autres Pays - Moyen-Orient	48
Autres Pays - Océan Indien	73
Total - INT - Autres Organisations Internationales	143
Total - INT - Organisations des Nations Unies	15 836
Total - INT - Union Européenne	41 102
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>166 499</b>